

Marrakech, Maroc, 25 mars (Infosplusgabon) - Les travaux de la 52^{ème} conférence des ministres africains des Finances, de la Planification et du Développement économique (COM2019) de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) se sont ouverts, ce lundi, à Marrakech, au Maroc, a-t-on constaté sur place.

Ils sont axés sur le thème "la politique budgétaire, le commerce et le secteur privé à l'ère du numérique : Une stratégie pour l'Afrique".

La cérémonie d'ouverture a enregistré la présence, notamment du ministre marocain de l'Économie et des Finances, Mohamed Benchaâboun, de la vice-Secrétaire générale de l'Organisation des Nations unies (ONU), Amina Mohammed, du vice-président du Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC), l'ambassadeur-représentant permanent du Maroc auprès de l'ONU, Omar Hilale, et de la Secrétaire exécutive de la CEA, Vera Songwe.

Cette session, de deux jours, permettra aux ministres africains d'examiner les politiques fiscales nécessaires à la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA), dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et du Programme de développement de l'Afrique, l'Agenda 2063, ainsi que le rôle du secteur privé à l'ère de

l'économie numérique.

Elle intervient à la suite de la tenue dans la même ville de la 38ème réunion du comité d'experts de la COM2019 (20-22 mars), qui a porté sur plusieurs sujets en lien avec les politiques budgétaires, le commerce intra-africain, le secteur privé et l'économie numérique.

Des manifestations parallèles (23-24 mars) ont également eu lieu à Marrakech, notamment la présentation du Rapport économique sur l'Afrique, publication phare de la CEA, dont l'édition 2019 traitera des politiques fiscales au service du développement durable en Afrique et le lancement du Réseau Fintech ou le Forum nord-africain sur l'économie bleue.

Créée en 1958, la CEA est l'une des cinq Commissions régionales du Conseil économique et social (ECOSOC) des Nations unies et a pour mission d'appuyer le développement économique et social de ses Etats membres, d'encourager l'intégration régionale et de promouvoir la coopération internationale pour le développement de l'Afrique.

© Copyright Infosplusgabon